



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CHARENTE MARITIME

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA
NATURE ET DES SITES

ARRETE SE/ BNS n° 02- 531

Fixant les prescriptions complémentaires applicables
A la communauté de communes de l'Ile d'Oléron pour
l'exploitation de l'UIOM de St Pierre d'Oléron

LE PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinération de résidus urbains ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 74 95 du 19 juillet 1974, autorisant le SIVOM de l'île d'Oléron à exploiter une usine d'incinération des ordures ménagères sur le territoire de Saint Pierre d'Oléron ;

Vu le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de 1996 qui prévoit l'échéance de mise aux normes ou de fermeture des installations existantes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 février 1999 mettant la Communauté de Communes de l'Ile d'Oléron en demeure de faire procéder aux travaux nécessaires à la mise en conformité de l'usine d'incinération des ordures ménagères de St Pierre d'Oléron au regard de l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des Installations Classées en date du 6 février 2002.

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène

Considérant que les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 sus visé entraînent l'obligation de moderniser les prescriptions applicables à l'usine d'incinération de Saint Pierre d'Oléron ;

Le bénéficiaire de l'autorisation entendu ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Art. 1 - Domaine d'application

Les présentes règles s'appliquent à l'installation d'incinération des résidus urbains, relevant de la rubrique 322 B 4 de la nomenclature des installations classées, exploitée par la Communauté de Communes de l'île d'Oléron, sur le territoire de la commune de Saint Pierre d'Oléron.

A ce titre, elles s'appliquent à l'incinération des ordures ménagères, des déchets de commerce et d'industrie assimilables à des ordures ménagères ainsi que des déchets non contaminés provenant d'établissements sanitaires et assimilés.

Elles concernent, outre l'incinération elle-même, les fosses de réception, le conditionnement éventuel des déchets, le stockage provisoire, la maturation des mâchefers et leur stockage temporaire ainsi que les annexes de traitements des effluents et rejets de toute nature.

Art. 2 - Textes antérieurs

Les dispositions contraires de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 1974, sont abrogées.

Art. 3 - Capacité de l'installation

- La capacité nominale de l'installation d'incinération est de 5 tonnes de déchets incinérés par heure réparties en deux fours de capacité maximale unitaire de 2,5 t/h.
- La capacité annuelle de traitement est limitée à 36 000 t.
- Les fosses de réception des déchets devront avoir une contenance au moins équivalente à deux jours de traitement.

Art. 4 - Définitions

Le débit volumétrique des gaz résiduels est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les valeurs maximales d'émission fixées dans le présent arrêté, notamment aux articles 9, 11 et 13 sont :

- déterminées en masse par volume des gaz résiduels,
- exprimées en milligrammes par mètre cube normal sec (mg/m³),
- rapportées à une teneur en oxygène dans les gaz résiduels de 11%, après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) ou à une teneur en dioxyde de carbone dans les gaz résiduels de 9 % après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Art. 5 - Délais d'application

Les présentes dispositions sont applicables immédiatement.

La première campagne d'analyses prévues à l'article 13.2 du présent arrêté devra être effectuée avant le 31 mai 2002.

Une étude d'incidences des rejets liquides devra être présentée avant le 31 juillet 2002.

Le bilan de fonctionnement prévu à l'article 17.2 du décret du 21 septembre 1977 devra être présenté avant le 31 décembre 2004 dans les formes décrites par l'arrêté ministériel du 17 juillet 2002.

Art. 6 – Modifications

Tout élément de construction ajouté à l'installation est conçu de manière à s'intégrer au site.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration conformément aux dispositions de l'article 34 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

Art. 7 – Provenance des résidus urbains

Ne pourront être admis que les déchets ménagers et assimilés provenant du département de Charente Maritime. L'exploitant vérifie que les déchets réceptionnés sont conformes à ceux autorisés.

Art. 8 - Réception des résidus urbains

Les résidus urbains à traiter doivent être déchargés dès leur arrivée à l'usine en fosse ou aire permettant la collecte des eaux d'égouttage.

L'installation doit être équipée de telle sorte que le stockage des déchets et l'approvisionnement des fours d'incinération ne soient pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'aire de déchargement des résidus urbains doit être conçue pour éviter tout envol de papiers et poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.

Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.

Si elle est susceptible de ne pouvoir être vidée dans les vingt-quatre heures, la fosse doit être close et mise en dépression lors du fonctionnement des fours ; l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants.

En cas de pointe à l'admission ou d'arrêt programmé ou non de l'usine, les déchets pourront être conditionnés sous forme de balles étanches à l'air et à l'eau. La mise en balles sera réalisée sur aire étanche, aménagée pour éviter les envols. Toutes précautions seront prises lors des manutentions pour éviter de déchirer les enveloppes. Les déchets ainsi conditionnés seront stockés temporairement sur une aire étanche aménagée pour collecter les eaux de ruissellement. Ils devront être incinérés au plus tard à la fin de la saison de chauffage qui suit celle de la mise en balles ou éliminés dans une installation autorisée.

En cas d'incident immobilisant l'usine, toutes dispositions seront prises pour transférer si nécessaire, les déchets dans une installation autorisée. Toutes précautions seront prises pour éviter les nuisances lors du chargement des véhicules de transport.

Art. 9 - Conditions d'incinération

Les gaz provenant de la combustion des déchets devront être portés, après la dernière injection d'air de combustion et même dans les conditions les plus défavorables, à une température d'au moins 850 °C en présence d'au moins 6 p. 100 d'oxygène, et cela pendant une durée suffisante permettant de respecter l'ensemble des dispositions du présent titre.

Les gaz de combustion ne devront pas contenir plus de 100 mg/Nm³ de monoxyde de carbone en moyenne horaire calculée en tenant compte uniquement des heures de fonctionnement effectif de l'installation, y compris les phases de démarrage et d'extinction des fours.

Art. 10 - Conditions d'évacuation des gaz de combustion vers l'atmosphère

A - Caractéristiques des cheminées

Le rejet vers l'atmosphère des gaz de combustion est effectué de manière contrôlée, par l'intermédiaire d'une cheminée par four. Celle-ci a pour objet de permettre une bonne diffusion des gaz de combustion de façon à limiter la teneur de l'air en produits polluants résultant de la combustion.

La forme des conduits de fumée, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz de combustion dans l'atmosphère. Les contours des conduits ne présentent notamment pas de point anguleux, et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est très continue et très lente. La partie terminale peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré exprimée en mètres) est de 15 m.

B - Implantation et caractéristiques de la section de mesure

Afin de permettre la détermination de la composition (concentration en poussières, HCl, métaux lourds, CO₂, etc.) et du débit des gaz rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur le conduit en aval de l'installation de traitement des gaz, de manière à permettre la mesure séparée des effluents de chaque four.

Les caractéristiques de cette plate-forme permettent de respecter la norme NF X44052, notamment en ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure : emplacement (homogénéité de l'écoulement gazeux), équipement (brides), zone de dégagement (plate-forme).

L'homogénéité de l'écoulement gazeux est considérée comme assurée par le respect des longueurs droites sans obstacle en amont et en aval. Elle est aussi considérée comme assurée lorsque des études ou des mesures comparatives ont montré que les aménagements aérodynamiques de la section de mesure présentent une homogénéité équivalente.

Les autres appareils de mesure devant être mis en place pour satisfaire aux autres contrôles prévus dans l'arrêté, et notamment aux contrôles en continu, devront être implantés de manière à :

- ne pas empêcher la mesure périodique de la concentration en poussières, et ne pas perturber l'écoulement au voisinage des points de mesure de celle-ci ;
- pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment pendant toute la durée des mesures manuelles périodiques de la concentration en poussières (en particulier pour le calibrage des appareils à principe optique).

Art. 11 - Normes d'émissions gazeuses

Les installations sont conçues, équipées, exploitées de manière que les limites d'émission ci-après ne soient pas dépassées :

Valeur d'émission en mg/Nm³ rapportée aux conditions définies à l'article 4 :

- Vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée : > 12 m/s
- Poussières totales, COT, HCl, HF et SO₂ à 11% d'O₂ sur sec

Paramètre	Valeur en moyenne	en mg/m ³
Poussières totales		30
COT		20
SO ₂		300
HF		2
HCl		50

- Métaux à 11% d'O₂ sur sec

Paramètre	Valeur en mg/m ³
métaux lourds (Pb + Cr + Cu + Mn)	5
autres métaux lourds (As + Ni)	1
Cadmium et ses composés, (en Cd) ainsi que le mercure et ses composés, exprimé en mercure (Hg) (particulaires et gazeux)	0,2

Ces valeurs moyennes s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

Art. 12 - pannes

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en substances dépassent les valeurs fixées à l'article 11 devront être inférieures à huit heures consécutives et leur durée cumulée sur une année devra être inférieure à quatre-vingt-seize heures. Pendant les périodes visées ci-dessus, la teneur en poussières des rejets ne doit en aucun cas dépasser 600 mg/Nm³ et toutes les autres conditions, notamment en matière de combustion, doivent être respectées.

Art. 13 - Auto surveillance

1 – Combustion - La température des gaz, dans la zone où sont respectées les conditions définies à l'article 9, est mesurée et enregistrée en continu.

2 – Gaz rejetés – Les teneurs en poussières totales, en oxygène, en monoxyde de carbone et en acide chlorhydrique sont mesurées et enregistrées en continu.

Une campagne de mesures ponctuelles en poussières, acide chlorhydrique, monoxyde de carbone, métaux lourds mentionnés à l'article 11, acide fluorhydrique, dioxines et furannes, dioxyde de soufre et composés organiques (exprimés en carbone total), est effectuée au moins une fois par an par un organisme extérieur. Ces contrôles doivent déterminer les flux et les concentrations. Les résultats en sont transmis à l'inspecteur des Installations Classées.

3 – limites sur les poussières et l'acide chlorhydrique

Aucune moyenne mobile sur sept jours des valeurs de concentration mesurées ne doit dépasser la valeur limite correspondante et aucune moyenne journalière des valeurs de concentration mesurées ne doit dépasser de plus de 30 p. 100 la valeur limite correspondante.

Pour calculer les valeurs moyennes mentionnées ci-dessus, on ne tient compte que des périodes de fonctionnement effectif de l'installation, y compris les phases de démarrage et d'extinction des fours.

4- La synthèse du dépouillement de l'enregistrement des contrôles et les résultats d'analyses ci-dessus sont adressés mensuellement à l'inspecteur des Installations Classées.

Art. 14 - Résidus solides de l'incinération :

1 - Définitions

- les mâchefers sont constitués des scories récupérées en fin de combustion ;
- les cendres volantes sont les fines entraînées par les gaz de combustion et captées par les systèmes de dépoussiérage ;
- les résidus de la déchloration résultent du système d'élimination du chlore, ils peuvent se retrouver mélangés aux cendres volantes ;
- les résidus d'épuration des fumées (Refiom) comprennent les cendres volantes et les résidus de déchloration lorsqu'ils sont mélangés.
- Les mâchefers à faible fraction lixiviable sont valorisables (V)
- Les mâchefers intermédiaires sont maturables (M)
- Les mâchefers à forte fraction lixiviable sont stockables (S)

En aucun cas les résidus de l'épuration des fumées, même prétraités, ne devront être mélangés avec des résidus urbains ou des mâchefers.

Les mâchefers et les résidus d'épuration sont stockés et éliminés, conformément aux dispositions ci-dessous.

2 - Mâchefers

L'élimination des mâchefers (caractérisation, classification, prétraitement éventuel, valorisation ou élimination) sera réalisée conformément aux règles fixées par la circulaire ministérielle du 9 mai 1994 (jointe en annexe).

Les mâchefers de la catégorie V peuvent faire l'objet d'une valorisation, notamment en travaux publics.

Les mâchefers de la catégorie M doivent être déposés par lots identifiés sur une aire étanche dont les eaux de ruissellement sont collectées et traitées. Ils pourront être valorisés après vérification qu'ils ont acquis la qualification V en moins de 12 mois, sinon ils seront qualifiés de stockables.

La maturation effectuée à l'extérieur du carreau de l'usine devra être autorisée par arrêté préfectoral sous la rubrique n° 322 A de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les mâchefers de la catégorie S doivent être éliminés dans des installations autorisées au titre du Code de l'Environnement.

3 - Résidus de l'épuration des fumées :

Les résidus d'épuration des fumées doivent être stockés séparément des mâchefers, déposés sur une aire ou dans un réceptacle étanche et protégés de la pluie et des envols.

Ils seront éliminés conformément aux dispositions des arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets spéciaux, ultimes et stabilisés.

Ils ne pourront être admis que dans les seules installations qui y sont explicitement autorisées au titre du Code de l'Environnement.

Le transport des résidus de l'épuration des fumées entre l'unité de production et le lieu d'élimination doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau.

4 - Auto surveillance :

L'analyse sur les mâchefers portera notamment sur la fraction soluble, la teneur en imbrûlés, les teneurs en métaux lourds et permettra de définir la filière d'élimination. En particulier, un test de lixiviation sera réalisé conformément au protocole défini par la norme X 31-210. Une analyse trimestrielle sera effectuée sur un échantillon composite.

Une analyse trimestrielle portera sur les REFIOM.

Pour chaque type de déchets, l'exploitant rédigera les bordereaux donnant, par nature, les quantités produites et éliminées, les coordonnées des transporteurs et les lieux d'élimination choisis.

Chaque trimestre et dans la quinzaine de jours qui le suit, l'exploitant transmettra à l'inspecteur des installations classées, les résultats des contrôles cités dans le présent article.

Art. 15 - Prévention des pollutions des eaux

Les eaux résiduaires se limitant aux eaux de ruissellement souillées (aires des mâchefers ou des balles), fractions aqueuses des déchets et effluents de nettoyage, sont collectées puis traitées.

Le déversement des eaux résiduaires dans le réseau collectif aboutissant à la station d'épuration urbaine se fera dans les conditions spécifiées par le règlement du service d'assainissement et par la circulaire du 24 janvier 1984 du ministère de l'environnement relative aux rejets d'eaux industrielles dans un ouvrage collectif. L'exploitant devra passer une convention avec le gestionnaire de la station réceptrice et en transmettre copie à l'inspecteur des Installations Classées .

Les caractéristiques des eaux résiduaires rejetées dans le milieu naturel seront conformes aux prescriptions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;

	concentration maximale en mg/l
hydrocarbures	5 (norme NFT 90.203)
DCO	150
MES	30
métaux lourds totaux	15 *
phénols	0,5
Cn libre	0,1
As	0,5
fluorures	15

* dont $Cr^{6+} < 0,1$ mg/l, $Cd < 0,2$ mg/l, $Pb < 1$ mg/l, $Hg < 0,05$ mg/l ;

Un regard permettant les prélèvements sera aménagé sur le circuit de chaque type d'effluent avant son débouché à l'extérieur du carreau de l'usine.

Art. 19 - Mesures de sécurité

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires en cas de panne électrique notamment pour terminer une combustion en cours sans dépasser les normes de rejets précisées ci-dessus et assurer la défense incendie. L'ensemble de l'usine doit être entouré d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). Un accès principal et unique pour les camions, muni d'un portail fermant à clé, doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement, tout autre accès des camions devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Art. 20 - Incidents

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est à dire aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement. En cas de dépassement des valeurs maximales fixées dans le présent arrêté, l'exploitant en informe l'inspecteur des installations classées dans les plus brefs délais et porte les explications dans les documents transmis au titre de l'auto surveillance.

Art.21 – Contrôles et analyses

L'inspecteur des Installations Classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses portant sur les nuisances de l'établissement (notamment émissions et retombées de gaz, poussières ou fumées, rejets d'eaux, déchets, bruits) soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

Toutes dispositions seront prises pour faciliter l'intervention de ces organismes.

Sauf accord préalable de l'inspecteur des Installations Classées, les méthodes de prélèvements, mesures et analyses sont les méthodes normalisées.

Les résultats de ces contrôles et analyses, ainsi que ceux obtenus dans le cadre de l'auto surveillance, sont conservées pendant au moins 5 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées et pour ce qui le concerne, de l'agent chargé de la police de l'eau.

Art. 22 – Taxes et redevances

Conformément au Code des Douanes, les installations visées ci-dessus sont soumises à la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). Cette taxe est due sous la forme d'une taxe annuelle établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1^{er} janvier. La taxe est due pour l'année entière.

Art. 23 – Arrêt définitif des installations

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant adresse une notification au préfet du département, conformément à l'article 34 du décret du 21 septembre 1977. Elle précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement (c'est à dire aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement), notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accident (puits, citerne, etc.),
- la surveillance à posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement.

Art 24 – Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers.

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente autorisation a été notifiée ;
- pour les tiers, le délai de recours est de quatre ans. Ce délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la présente autorisation. Ce délai étant, le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Art.25 – publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place ou à la Préfecture de Charente Maritime (service de l'environnement), le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Art.26 – prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires pourront à tout instant être imposées dans les conditions prévues à l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Art.27 – droit des tiers

Les droit des tiers sont et demeurent réservés.

Art 28 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime,
Le Sous-Préfet de Rochefort
Le Maire de St Pierre d'Oléron
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à l'exploitant.

1 2 MAR. 2002